

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 17 JANVIER 1979 - N° 833

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Paris : Incendie dans un hôtel de travailleurs immigrés

Trois morts, 2 blessés graves, tel était le tragique bilan, mardi à 10 heures, de l'incendie qui s'était déclaré quelques heures plus tôt, dans un hôtel au 22 rue de Chalon, près de la gare de Lyon à Paris. Cet hôtel abritait des travailleurs immigrés, originaires d'Afrique Noire. Deux des habitants sont morts en sautant par les fenêtres, le troisième a péri carbonisé.

L'îlot Chalon, dans le XII^e arrondissement de Paris, est constitué d'immeubles vieux d'un siècle au moins. Le propriétaire de cet îlot n'est autre que la SNCF, qui laisse les logements dans l'abandon le plus total. Aucun entretien, souvent pas de lumière dans les couloirs, pas de chauffage, pas d'eau chaude. Les locataires, qui paient en général plus de 500 francs pour des chambres sordides partagées à plusieurs, sont contraints d'utiliser des chauffages d'appoint. Quoi d'étonnant, dans ces conditions, que l'incendie ait pu prendre de telles proportions, et provoquer la panique ? Une fois de plus, les responsables sont ceux qui s'engraissent sur cette misère, touchent l'argent et ne s'occupent de rien : depuis des années, il est question de raser ce quartier, pour y installer des tours bureaux, sans doute plus rentables. Alors, à quoi bon s'occuper de sécurité, d'hygiène, dans ces immeubles...

CNPF : une nouvelle équipe pour mieux soutenir le plan Barre

Le CNPF tient son Assemblée générale annuelle. Avec une équipe renouvelée, avec des moyens toujours plus puissants, il peut voir l'avenir en rose.

Lire en page 4

L'exemple des travailleurs de la SNAV ACTION OFFENSIVE CONTRE LES LICENCIEMENTS



«Entreprise modèle», Renault n'hésite pourtant pas à licencier. Après beaucoup d'autres, les travailleurs de la SNAV subissent ses coups.

Lundi matin, les travailleurs de la SNAV (Société nationale des ateliers de Vénissieux) dans la banlieue lyonnaise, ont occupé leur usine.

Ils sont entrés en lutte contre les 187 licenciements prononcés par Renault. La régie a en effet décidé de procéder à ces licenciements avant de vendre l'usine — pour un franc ! — à une société wagonnière du Nord-Pas

de Calais. Dès que ces licenciements ont été confirmés par la direction départementale du travail — et malgré les difficultés —, les travailleurs ont engagé la riposte. Lundi matin, ils décidaient l'occupation, renouvelable toutes les 24 heures.

Mardi matin, ils installaient dans le centre de Lyon, place de la République, un engin porte-grues de plusieurs tonnes.

Ils expliquaient dans un tract : « Pourquoi un monstre, place de la République ? Ce camion est un OPG, nous l'avons exposé pour attirer votre attention sur la disparition de cette fabrication, et surtout pour dénoncer les 187 licenciements prononcés par Renault. » Et ils popularisaient ainsi leurs mots d'ordre : « Halte aux licenciements, suite aux pressions gouvernement, patronat, ban-

ques » ; « réintégration de nos 187 camarades ! » ; « Halte au chantage grossier au dépôt de bilan ! » ; « La SNAV peut et doit vivre, avec tout son personnel ! » Sous la menace de la police, l'engin porte-grues a dû être évacué, alors que deux travailleurs étaient interpellés par les flics. Dans la matinée de mardi, les travailleurs se réunissaient en Assemblée Générale pour décider de la suite de leur offensive.

L'action des travailleurs de la SNAV est exemplaire, elle montre la voie à suivre contre les licenciements : celle de la lutte, en s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs. Dans une région lyonnaise où d'autres licenciements sont prévus, et où se pose la question de la lutte, l'action de ceux de la SNAV pourrait avoir des profondes répercussions.

Lire en page 7

LE SHAH EST PARTI !

Les rumeurs les plus diverses circulent ce mardi à Téhéran. Pour certains, le Shah est parti en cachette, dès lundi. Pour d'autres, il ne devait quitter l'Iran que dans la journée de mardi. Mais ce qui est sûr, c'est que, après plus d'une année de luttes populaires, le souverain sanguinaire a été contraint à la fuite. La situation reste confuse en Iran, où les manifestations se poursuivent, alors que Bakhtiar, investi par le Parlement, tente de consolider son gouvernement pendant que l'Ayatollah Khomeiny met en place un « conseil de la révolution islamique ». Mais d'ores et déjà, le peuple iranien exprime son soulagement et sa joie d'avoir enfin renversé celui qui fut un tyran de la pire espèce.

Lire en page 8

INFORMATIONS GENERALES

PRES D'UN AN APRES LA MAREE NOIRE LA BRETAGNE AUSSI DEMUNIE DEVANT LES RISQUES

● Avec la nouvelle année qui s'ouvre, les Bretons s'apprêtent à célébrer le premier anniversaire de l'Amoco Cadiz en sachant plus que jamais que ce n'est pas la dernière catastrophe qu'ils risquent de subir. De nouveaux slogans naissent sur les murs de Brest dont le plus marquant, parce que le plus humoristique, est «festival interceltique de petites cuillères». La Galice, l'Irlande, l'Ecosse (Ekofisk) et la Bretagne ont en effet en commun une même population celtique et une même propension à attirer sur leurs côtes les pétroliers, en attendant les méthaniers et les cargos transportant les

déchets radioactifs. Les militants écologistes bretons se préparent à sortir quelques uns de leurs dossiers à l'approche de l'anniversaire de l'Amoco. Lorsqu'on fait les comptes on doit en effet remarquer que si ce n'est le nouveau rail d'Ouessant, rien n'a été fait en matière de lutte anti-marée noire ! Les marins-pêcheurs et goémoniers attendent encore la concrétisation de plus d'une promesse gouvernementale.

Ainsi, ils ne sont pas encore remboursés de leur manque à gagner des trois mois du printemps et ne

seront qu'à 75 % alors que la promesse leur avait été faite d'une indemnisation à 100 % ! Environ 30 000 tonnes de pétrole restent piégées sous la mer, seulement 10 000 tonnes ayant été rejetées lors des dernières tempêtes. Le reste stagnera sans doute très longtemps, attendant une dégradation naturelle.

Mais le plus grave est sans doute que les projets de lutte anti-pollution sont encore dans les tiroirs, laissant la Bretagne tout aussi démunie qu'il y a un an face à un nouvel Amoco Cadiz.

Tout d'abord, le progrès en la matière étant le nouveau rail au sujet duquel les autorités n'ont de cesse de faire de la publicité, ce n'est malheureusement qu'une faible protection. N'oublions pas que l'Amoco eut son avarie complète de gouvernail à 60 miles des côtes, c'est-à-dire à peu près à la distance du nouveau rail (de même pour l'Andros Patria). Et que dans les mêmes conditions météo, il n'y a aucun remorqueur à Brest qui soit efficace contre un 250 000 tonnes pris dans la tempête !

Par ailleurs en cas d'alerte à la marée noire aucune nouvelle mesure n'est encore arrêtée. Aucun nouveau procédé n'est mis en place. Bref le même plan Polmar sera à l'œuvre.

Pourtant les projets ne manquent pas. Citons-en deux qui dorment encore : le système Sirène et le projet de France-Dunkerque.

LE PROJET SIRENE

Son principe repose sur le chalutage en surface à

l'aide d'un barrage souple et dynamique à double étage concentrateur-séparateur pour la récupération des effluents non miscibles répandus à la surface de l'eau : un système de pompage relié à des citernes flottantes permet la récupération du pétrole. L'avantage principal consiste dans le fait que ce sont de petites unités qui tractent le «barrage», en l'occurrence des chalutiers, donc immédiatement disponibles, puisque le système ne demande aucune préparation des chalutiers.

Par ailleurs les barrages sont légers donc transportables par hélicoptères et de montage fort simple. Le débit est assez important : 150 mètres cubes de brut par heure. De plus, il peut travailler très près des côtes. Reste son efficacité face à une forte houle. Selon son constructeur le système tiendrait bien dans ces conditions. Reste l'expérimentation : elle fut impossible lors de la dernière marée noire, car les crédits nécessaires pour la location de deux sabliers (ré-

servoirs flottants) furent refusés. Depuis le projet est toujours à l'étape de prototype : il ne coûte pourtant que 500 000 (nouveaux) francs.

LE PROJET FRANCE-DUNKERQUE

Il existe un autre projet, celui des chantiers France-Dunkerque du groupe Empain Schneider. Il repose sur le principe d'une intervention rapide sur les lieux même du naufrage afin de profiter d'une forte concentration de mazout. Le système est efficace lorsque l'épaisseur de la nappe est au moins de 10 centimètres, c'est-à-dire sur les lieux du naufrage. Deux remorqueurs cernent par un barrage en V la nappe qui est pompée à la pointe par un catamaran au rythme de 6 000 mètres cubes par heure.

Celui-ci livre par une pompe son mélange à un navire-usine qui traite la nappe. L'eau est rendue à la mer après un double filtrage. Inconvénients : le système n'est efficace que



jusqu'à des vents de force 5 ; il ne peut travailler trop près des côtes ; et aussi il coûte deux millions de (nouveaux) francs par unité complète...

Les Hollandais possèdent eux, trois navires dépollueurs, moins sophistiqués toutefois. Ils vivent leur concours refusé par le

préfet, parce que — selon des indiscrétions — ils voulaient conserver pour eux le pétrole récupéré en échange de leur travail. Ceci n'aurait pas arrangé la Shell à qui revenait tout ce qui était récupérable dans les stations de dégazage de Brest et de Lorient notamment. Et ceci sans

payer un centime ! On évalue la quantité ainsi récupérée à 30 000 tonnes.

Le prétexte officiel a été le coût trop élevé de leur voyage de Hollande en Bretagne...

Jean - Jacques KERFISSIEN

CONTRE L'EXPULSION DE BOUKIK ASHENE

Les permanences anti-expulsions de la Région parisienne veulent faire une manifestation — ou un rassemblement — contre l'expulsion d'un ouvrier algérien Boukik Ashène le samedi 3 février à Argenteuil.

Boukik Ashène est un ouvrier algérien qui a travaillé en France pendant 11 ans. En avril 1978, alors qu'il est en déplacement à Valenciennes pour son travail, la police vient le chercher sur le chantier, lui passe les menottes aux poignets, l'emène au commissariat et lui enlève tous ses papiers, cartes de séjour et de travail. Elle lui donne une notification d'expulsion : 8 jours pour quitter le territoire français.

Le motif de l'expulsion, c'est la condamnation de Boukik en avril 1977.

Dans le métro, Ashène marche sur les pieds d'une dame, elle lui donne des coups de parapluie sur la tête, il la repousse. La police vient, il est emmené au commissariat, gardé 2 jours à vue. Puis il passe devant la 23^e chambre correctionnelle de Paris, en flagrant délit. Sans avocat, après 2 minutes de jugement, il est condamné à 6 mois de prison dont 2 mois de prison ferme. A sa sortie de prison, il reprend son travail tout à fait normalement, et puis quelques mois plus tard c'est l'expulsion.

Nous avons fait un recours gracieux auprès du

ministre de l'Intérieur qui a été refusé. Actuellement un recours au Conseil d'Etat a été déposé. Le Conseil d'Etat doit décider s'il accorde un sursis à exécution. Pour gagner contre l'expulsion de Boukik Ashène, il faut d'abord obtenir que le Conseil d'Etat accorde le sursis. C'est très important, ce serait une première victoire jusqu'au jugement du tribunal administratif qui lui, décidera d'annuler ou de maintenir l'expulsion.

C'est pourquoi, il est très important qu'une mobilisation se fasse à Argenteuil.

Nous sommes contre toutes les expulsions quel qu'en soit le motif.

Boukik Ashène, parce qu'il a marché sur les pieds d'une dame, est condamné à 6 mois de prison et expulsé. C'est intolérable !

Beaucoup d'ouvriers immigrés sont expulsés par une condamnation. Il faut empêcher ces expulsions...

Réunion
Mercredi 17 janvier
à 18 h 30

26 rue du Temple
à Argenteuil

La permanence
anti-expulsions
d'Argenteuil

● Le directeur de l'ANPE devant les tribunaux pour sexisme

L'ancien directeur des Etablissements Vilmorin de la Lénitrie dans le Maine et Loire, et le Directeur national de l'ANPE, Métais, ont comparu le 12 janvier devant le tribunal de Grande instance de Saumur, «pour discrimination sexiste et complicité». En avril 1977, la société Vilmorin avait fait paraître une offre d'emploi réservée exclusivement à des candidats masculins, et ce par le biais de l'ANPE. Ce qui est interdit par la loi... Le jugement sera rendu le 26 janvier.

UNE CAMPAGNE DANGEREUSE

Qu'un groupe de quelques dizaines de personnes casse des vitrines après avoir déployé une banderole contre la hausse des prix et l'amalgame est fait. Du *Matin à France soir*, cette action est assimilée à un acte politique révolutionnaire égal casseur. C'est vrai que l'occasion est trop belle pour les Peyrefitte et compagnie. Chacun y va de son couplet. Peyrefitte peut déclarer fièrement : «La loi anti-casseur a été votée par le parlement qui avait prévu ce genre d'exaction». Et il a beau jeu d'ajouter : «La loi sera appliquée dans toute sa rigueur».

France soir en profite de son côté pour déplorer de nouveau l'insuffisance des effectifs de police et exiger leur augmentation. L'Aurore, quant à lui, titre en caractères énormes sur «La sauvagerie gauchiste».

Les autonomes, par des actions de ce type, n'aboutissent qu'à ce résultat : permettre à la bourgeoisie d'obtenir un consensus po-

pulaire pour accélérer la mise en place de son système répressif et le perfectionner. Ils alimentent aussi toutes les campagnes visant à marginaliser les révolutionnaires.

Non, décidément, ce qui s'est passé samedi après-midi dans le quartier Saint-Lazare n'a rien à voir avec la cause de la révolution, les masses ne peuvent s'y reconnaître.

Procès des autonomes

Les quatre autonomes interpellés samedi dernier comparaissent ce lundi devant les flagrants délits, en vertu de la loi anti-casseurs. Fait exceptionnel pour cette procédure, le procureur s'était déplacé en personne et ne manquait pas de le faire remarquer, exigeant la plus grande sévérité de la part de la justice. Il demandait de refuser le report d'audience que la défense présentait pour que celle-ci puisse assurer correctement la défense des prévenus. Elle appuyait son argument de report sur la campagne de presse entretenue depuis samedi, et sur la déclaration de Peyrefitte, campagne qui ne permet pas, selon elle, à la justice de s'appliquer en «toute sérénité». Après délibération, le tribunal accordait six jours aux prévenus.

● Grève mercredi dans les théâtres nationaux

Depuis le 22 décembre, les machinistes de l'Opéra de Paris sont en grève ; ils refusent les 50 licenciements punitifs décidés par la direction. En solidarité avec leur mouvement, les personnels des théâtres nationaux ont déposé un préavis de grève pour le mercredi 19 janvier.

A Besseges dans le Gard contre 50 licenciements

LES TRAVAILLEURS DE VALLOUREC OCCUPENT L'USINE

Les 400 travailleurs de l'usine Vallourec de Besseges dans le Gard occupent leur entreprise depuis plusieurs jours. Tout a commencé mercredi dernier : au cours d'une réunion du Comité d'entreprise, le patron a présenté un plan de licenciements prévoyant 50 suppressions d'emplois. Aussitôt, les délégués syndicaux ont demandé la possibilité de faire examiner le plan par un expert. Malgré le refus obstiné du patron, un vote du comité autorisait cette démarche. C'est alors que l'employeur, ne tenant aucun compte de ce vote, annonça que la réunion était terminée et s'en alla. Immédiatement, les délégués syndicaux informèrent les travailleurs de la situation et de l'attitude inad-

missible du patron. Rapidement, la colère des travailleurs menacés par le chômage éclatait, et, tous ensemble, ils investissaient les bureaux.

Pendant une vingtaine d'heures, le patron a été «reteru» puis, le jeudi, il était relâché par les travailleurs qui décidaient alors d'occuper l'usine. Depuis, ils sont dans les ateliers, bien décidés à obtenir la reprise de la réunion que le patron a, en toute illégalité, déclarée terminée.

Pour comprendre la colère et la détermination des travailleurs de Vallourec, il faut savoir que leur usine est la seule de la petite ville de Besseges. Comme nous le disait un représentant de l'intersyndica-

le : «Si l'usine disparaît, la ville disparaît !». Bien sûr on n'en est pas encore à la fermeture, mais les menaces planent depuis longtemps. Déjà, en 1977, des bruits sérieux avaient circulé à ce sujet. A cette époque, un comité de défense avait été constitué comprenant plusieurs maires des communes environnantes avec celui de Besseges, différentes personnes, syndicalistes de plusieurs organisations, et même le curé. Ce comité de défense s'est à nouveau mobilisé autour des travailleurs de Vallourec. «Il faut comprendre, poursuit le syndicaliste interrogé, ici les ouvriers sont qualifiés ; ils font un travail spécialisé ; le métier ils ne l'ont pas appris dans les écoles, car il n'y a pas d'écoles

pour apprendre à faire du tube acier. Ils ont appris ça sur le tas. S'ils se retrouvent sur le pavé, que vont-ils devenir ? Ils ne retrouveront au mieux qu'un emploi de manœuvre ; et encore, s'ils en trouvent !».

Mardi 16, deux jugements en rétéré étaient prévus : l'un demandé par les travailleurs pour obtenir que le patron reprenne la réunion du comité d'entreprise comme l'y oblige la loi et également pour obtenir la mise à disposition de l'expert, des pièces comptables. Le deuxième jugement était demandé par le patron et visait, on s'en doute, à obtenir l'évacuation de l'usine.

Dans l'usine occupée, la lutte se poursuit dans l'unité syndicale CGT et CFDT.

● AFPA Montreuil : une semaine d'occupation

Réuni en Assemblée générale le 12 janvier 1979, le personnel du siège de l'AFPA en grève a décidé, à une large majorité (73 %) de poursuivre sa grève avec occupation des locaux, commencée le 5 janvier 1979. Cette action menée par une majorité de femmes porte, d'ores et déjà, ses fruits. La presse du Sud-Ouest publie en effet ce jour, une lettre adressée par Chaban-Delmas au gouvernement. Chaban-Delmas se déclare favorable à une autre solution que celle du transfert du siège, à savoir la création d'établissements de FPA permettant de créer réellement des emplois en Aquitaine et de doter la région d'un dispositif de formation dont elle est actuellement dépourvue. Il reste maintenant au personnel à obtenir que cette prise de position se transforme en décision gouvernementale.

Communiqué CGT - CFDT - FO - CGC
du personnel de l'AFPA.

● Limoges : grève des postiers. Les patrons mettent en place un service privé

Le président de l'Union patronale corrézienne a annoncé la mise en place d'un service privé pour la distribution et le transport du courrier. Décision prise pour court-circuiter la grève des postiers du centre de tri de Limoges qui a commencé le 8 janvier. De son côté, le secrétariat d'Etat aux PTT vient de déclarer qu'il prenait toutes les mesures pour acheminer le courrier.

● Souillac-Bordeaux : 320 licenciements, l'usine est occupée

Depuis 7 mois, les patrons de l'usine Souillac multipliaient les plans, les promesses... Ils allaient sauver l'emploi. Et vendredi, la nouvelle est tombée, bien différente : 320 licenciements, des pré-retraites, des stages de formation. Autant dire qu'il y a de grandes chances pour que l'usine ferme d'ici peu, vu le caractère peu solide des différentes solutions proposées pour sauver l'usine... C'est sans doute là ce que le gouvernement appelle le plan de renouveau pour l'Aquitaine.

● Joint-Français : licenciements à Bezons et à Saint Briec

Au printemps dernier, le Joint Français avait déjà licencié 135 personnes. Aujourd'hui, il projette 280 suppressions d'emploi supplémentaires : 166 au siège social de Bezons, et 114 à Saint Briec.

● Indemnisation du chômage rencontre Boulin-syndicats

Le ministre du travail recevait lundi les organisations syndicales : à l'ordre du jour de ces nouvelles négociations, le système d'indemnisation du chômage, après l'adoption par le Parlement du principe de la dégressivité de l'indemnité. Il ne reste plus aux syndicats, comme terrain de négociation, que les modalités et le taux de l'indemnité, ce qui est plutôt scandaleux. Passé un délai de 3 mois qui n'aurait pas suffi à trouver un compromis, ce serait le Conseil d'Etat qui fixerait lui-même ces mesures, par décret !

CFDT : BUREAU NATIONAL DE JANVIER

● L'action syndicale ● Les candidats du BN ● L'Europe

● Le Bureau National de la CFDT, réuni les 10 et 11 janvier, a envisagé trois points principaux : l'action syndicale, sur un rapport de Michel Rolant, les positions de la CFDT à propos de l'Europe, et l'élection des candidats du Bureau National en vue de la formation de la prochaine Commission Exécutive qui sera élue au Congrès de Brest (début mai).

L'ACTION SYNDICALE

Sur la question de l'action syndicale, Michel Rolant a indiqué que le BN «avait confirmé, d'une façon quasi unanime, les décisions du Conseil National d'avril 1978». Il a dû néanmoins souligner les «difficultés actuelles pour aller de l'avant», les «difficultés à faire des propositions» de la part des structures CFDT elles-mêmes. Par ailleurs, il n'a pas caché une certaine inquiétude, devant les initiatives communes CFDT-CGT dans la Loire, l'Isère, le Rhône, la Loire Atlantique... «Attention à la globalisation»... a-t-il dit !

L'ELECTION DES CANDIDATS DU B.N.

Le BN a désigné ses candidats. On savait déjà que 3 membres de l'actuel BN ne se présentaient pas : Moreau (secteur politique), Decaillon (organisation), et Salanne (international). Le BN sortant les a remplacés par Chérèque (Métallurgie) qui a obtenu 27 voix (sur 30 présents), Noël Mandray (Chimie, 27 voix), et Georges Bégot (Banques, 17 voix). Les autres candidats élus : Robert Bono (25 voix), Pierre Hureau (28), Jeannette Laot (25), Hubert Lesire Ogrel (25), Edmond Maire

(26), Albert Mercier (26) et Michel Rolant (23). Il n'y a donc pas eu de candidature retenue émanant des Régions, ni de candidatures féminines supplémentaires...

L'EUROPE

Le Bureau national a fait une «déclaration» sur l'Europe, dont nous publions ci-dessous quelques extraits.

(...) L'Europe telle qu'elle existe et fonctionne aujourd'hui n'est pas celle des travailleurs. Il y a loin entre la réalité vécue par les hommes et les femmes et les déclarations d'intention des porte-parole des groupes dirigeants des Etats nationaux. Il n'y a pas de volonté politique de construire une entité économique, sociale, politique, spécifique au service des intérêts des travailleurs et des peuples (...).

(...) La CFDT, sous diverses formes, s'est toujours prononcée pour une Europe ouverte, décloisonnée de ses égoïsmes nationaux, démocratique, indépendante des grandes puissances qui dominent le monde, au service des peuples et des travailleurs d'Europe.

(...) La CFDT est, pour sa part, décidée à agir pour que «L'Europe» se construise et s'affirme sur les plans politique, économique, social, idéologique. Il ne s'agit pas de développer une puissance européenne qui



prendrait place aux côtés des autres puissances, mais à partir des luttes des travailleurs et des réalités européennes, d'élaborer des politiques et de tracer des voies qui permettraient à l'Europe de participer à l'émancipation et au développement des peuples des différents continents.

(...) De plus, l'équilibre du monde a besoin en Europe de l'existence d'une entité politique indépendante des grandes puissances. L'effort national est incapable à lui seul, de créer les conditions d'une évolution de rapport des forces au sein de l'Alliance Atlantique comme dans le monde. Seule une entité européenne fondée sur une volonté de coopération et de solidarité, capable de s'affirmer de manière autonome face aux grandes puissances et aux grandes firmes transnationales, peut aider à établir un climat de paix et de sécurité dans le monde. En cela, notre option en faveur d'une telle Europe rejoint la tradition syndicale de lutte pour une solidarité internationale authentique et la paix.

(...) Au sujet de l'élargis-

serment de la CEE aux trois pays candidats : Grèce, Portugal, Espagne, deux problèmes se posent : celui du principe de l'adhésion, celui des modalités d'adhésion. La CFDT est favorable à l'entrée de ces trois pays mais agira au sein et avec la CES pour que les modalités retenues sauvegardent les intérêts légitimes des travailleurs de l'ensemble des pays (membres et postulants).

(...) La CFDT voit d'abord dans cet élargissement la possibilité de développer la communauté de luttes en Europe et de faire mûrir plus vite dans l'ensemble de nos pays une conscience de classe de dimension européenne. Il s'agit également de consolider les acquis démocratiques récents de ces trois pays et d'ouvrir plus largement l'Europe vers le Sud et le bassin méditerranéen.

Enfin la CFDT ne sous-estime pas les problèmes importants posés aux pays candidats comme aux autres par l'élargissement, et elle agira pour qu'ils soient pris en compte dès aujourd'hui et dans le cadre de la période d'adaptation.

● PCF et Cambodge : un embarras croissant

Les militants du PCF semblent fort gênés pour justifier la position de leur parti sur la situation au Kampuchéa. Un lecteur nous signale que, sur un marché du 20^e arrondissement de Paris, des militants du PCF diffusant leur presse refusaient carrément de répondre à toute question sur l'agression vietnamienne contre le Kampuchéa.

Un autre lecteur nous rapporte une conversation qu'il a eue avec un militant du PCF lors d'une réception que ce parti organisait à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) : «Demandant à ce militant comment il pouvait expliquer que le prétendu FUNSK ait pu, un mois après sa création, disposer de chars et de bombardiers, je me suis attiré une diatribe contre le régime tyrannique de Pol Pot», position immédiatement tempérée par un «Je ne sais pas si les Vietnamiens sont intervenus. Si cela était prouvé, eh bien, notre position n'est pas figée, nous changerions d'avis». Il est regrettable que cette conversation ait eu lieu avant que les Vietnamiens avouent, dans leur presse, qu'ils étaient intervenus militairement. Je lui demandai comment il expliquait que la Corée du Nord, la Roumanie et la Yougoslavie aient condamné le Vietnam. Réponse : «Ça ne prouve pas qu'ils aient raison, et puis ce ne serait pas la première fois qu'ils sont en contradiction avec l'Union soviétique». Ce n'est pas moi qui ai mis l'URSS sur le tapis !».

● Congrès du PS : quelques déclarations

A l'approche du Congrès du PS, les partisans des uns et des autres multiplient les déclarations et commentaires. Dans *Le Matin* de lundi, Lionel Jospin, un partisan de Mitterrand, critique les positions de Mauroy-Rocard, faisant remarquer que leur texte ne contient pas de condamnation d'une alliance avec la droite. Sur le plan économique, Jospin estime qu'il y a dans les thèses rocardiennes «l'amarce d'un cours non pas plus rigoureux économiquement, mais plus modéré, alors que la crise qui s'aggrave devrait nous rendre résolu». Après cette charge contre Mauroy-Rocard, il annonce qu'il faudra sans doute réaliser des compromis entre les idées des uns et des autres. Ceci pour rappeler que la politique social-démocrate repose sur l'art des alliances sans cesse recommencées.

Pour Charzat, l'un des dirigeants du CERES, la lutte de tendances entre Mitterrand et Rocard «offre un spectacle qui indiffère les citoyens et qui indispose les militants socialistes». Pour choisir tout de même son camp, en affirmant que la victoire de Rocard «marquerait l'éclatement du parti». Un autre leader du CERES, Motchane, déclarait samedi qu'il n'y aurait au Congrès que «deux majorités possibles : la ligne Mauroy-Rocard ou la nôtre». Entendez que Mitterrand pourrait sauver sa position, à condition d'en passer par les exigences du CERES.

● Le programme de la présidence française sur le Conseil de l'Europe

Lundi s'est tenue la première réunion de l'année du Conseil des ministres de l'Europe. C'était également la première réunion sous présidence française. Initialement, il devait être discuté du problème des montants compensatoires, dont la suppression progressive est mise par la France comme condition à son adhésion au système monétaire. Finalement, les négociations sur ce point, déjà engagées hors du Conseil, se poursuivront plusieurs semaines encore. Le Conseil des ministres de l'Europe a donc discuté des relations de la CEE avec les pays étrangers, notamment avec la Yougoslavie.

Par ailleurs, au cours d'une conférence de presse, le ministre des Affaires étrangères François-Poncet a fait connaître ce que seront les grandes orientations de la présidence française dans les six mois à venir. Au programme des discussions européennes figurent donc : les questions agricoles, avec la fixation des prix de campagne, mais aussi une définition de la politique commune de la pêche. Sur le plan international, la poursuite des négociations avec l'Espagne et le Portugal, et probablement l'adhésion définitive de la Grèce, les négociations pour le renouvellement des accords de Lomé (liant la CEE à 56 pays du Tiers Monde), la préparation de la CNUCED (en mai), et des discussions avec la Yougoslavie, la Roumanie et la Turquie. Enfin, le ministre français souhaite que les six mois de l'Europe soient placés sur «le triple plan de la politique sociale, de la politique industrielle et de la politique énergétique».

Assemblée générale du CNPF

LES PATRONS DISENT MERCI A BARRE

● Le CNPF tient ce mardi son Assemblée générale annuelle. 535 délégués, 535 patrons, se retrouvent pour discuter des grandes orientations du CNPF au cours de l'année qui vient, et aussi pour modifier en partie le système de direction de ce qui est un des grands rouages du système de gouvernement de la bourgeoisie.

C'est un immeuble cosu, mais discret, qui abrite les services centraux du CNPF, au n° 31 de l'avenue Pierre 1^{er} de Serbie, à Paris. Tous les jours, 240 employés et cadres viennent y travailler à mettre en ordre et élaborer les dossiers du patronat. Au CNPF, on aime bien la discrétion, et le petit immeuble de l'avenue Pierre 1^{er} de Serbie cache en fait une entreprise énorme, puissante et qui entend bien tout faire pour défendre les intérêts des quelques 1,7 millions d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services que recense l'INSEE. Le CNPF n'est en réalité que la partie visible d'une énorme machine. Au total, 5 000 à 6 000 permanents

travaillent dans les différentes fédérations : ils sont par exemple 1 893 pour la seule fédération nationale du Bâtiment, la plus puissante des fédérations patronales. L'Union des Industries Métallurgiques et Minières, l'UIMM, dispose à elle seule d'un budget équivalent au CNPF, soit 25 millions de francs. Ce sont ces fédérations qui assurent la direction du CNPF : directement, puisqu'elles sont majoritaires au conseil exécutif, et indirectement, puisque ce sont elles qui financent. Le budget du syndicat patronal est en effet alimenté par les cotisations des fédérations sur la double base de leur chiffre d'affaires et des salaires versés par les entreprises qu'elles grou-

pent. Les rentrées d'argent sont d'autant plus énormes que la syndicalisation est quasiment obligatoire chez les patrons.

INTERVENTIONS POLITIQUES

Au delà de ces organismes officiels, le CNPF dirige un grand nombre de «bureaux d'étude» ou «d'agences» dont le rôle est d'intervenir ou de faire pression dans un domaine précis. Ainsi, le fameux S.E.L. (service des études législatives) dont les bureaux sont situés à quelques pas du siège du CNPF, et dont la tâche est d'intervenir — financièrement — dans le domaine politique. Le «saupoudrage» des circonscriptions dans lesquelles les patrons ont un candidat à soutenir, et plus généralement le financement des partis ou journaux de partis sont décidés par ce S.E.L.

DES HOMMES NEUFS A LA DIRECTION

L'Assemblée générale de mardi aura à désigner les maîtres de cet énorme appareil. Pas de problème en ce qui concerne le président, François Ceyrac. Ce «patron des patrons» — qui n'a jamais été patron lui-même, puisqu'il est entré directement à l'UIMM en 1936 — a suffisamment fait preuve de ses capacités politiques pour que le CNPF le reconduise dans ses fonctions jusqu'en 1982. Histoire qu'il participe pleinement à la préparation des présidentielles de 1981. Le bureau exécutif ne sera pas non plus considérablement modifié. Sur les 35 membres qui le compose, 25 sont désignés par les fédérations ; ceux là restent en place. Cinq sont désignés par les unions régionales, avec une rotation organisée. Enfin, cinq autres membres sont désignés par le président, et c'est là que les changements interviennent. Aux «archaïques», tels que Ferry, le patron de la sidérurgie, vont être substitués des hommes neufs, pour la plupart des patrons qui ont fait leur preuve dans la crise : en dirigeant des restructurations pleines de licenciements, comme Fouroux, directeur général de Saint-Gobain, ou en développant la «concertation» comme Chevalier, PDG de Moët-Hennessy.

Avec une équipe en partie renouvelée, avec des moyens toujours plus puissants, le CNPF voit l'avenir en rose.

L'Assemblée générale de mardi sera l'occasion pour les 535 délégués de tous les patrons de France de remercier Barre pour sa politique, et de l'encourager à aller plus loin encore dans la même voie.



La concertation va bien... entre Barre et le CNPF

N.D

Polémique PCF-PS

CA REPART

Le week-end dernier, le PS organisait un débat sur le «stalinisme», terme par lequel il caractérise la politique du PCF. Il avait eu l'habileté d'inviter à ce colloque des «euro-communistes» italiens et espagnols, ainsi que des dissidents des pays de l'Est (Pliouchtch, Jiri Pelikan), et Elleinstein. Mitterrand concluait de ces travaux que le PCF n'avait pas «coupé le cordon ombilical avec l'URSS».

Ce qui lui valait une vigoureuse réponse de Marchais qui, dimanche

soir, au Club de la Presse, y voyait une preuve de plus du virage à droite du PS. On se demande d'ailleurs où il va finir par se retrouver, à force de virer. *L'Humanité* de lundi fait son plus gros titre sur la question, affirmant : «Mitterrand a tourné la page», et en petit : «Nous continuons le combat pour l'Union, déclare le secrétaire général du PCF».

Marchais, en entendant Mitterrand, se croyait «revenu plus de vingt ans en arrière», et dénonçait (non sans raison), «l'époque où

le PS était au gouvernement, où il conduisait avec la droite les guerres coloniales, où il organisait la répression anti-ouvrière contre les travailleurs en lutte».

Justes références, mais alors où et quand le PS a-t-il viré à droite si, il y a vingt ans déjà... Pourquoi ne pas l'avoir dit plus tôt ?

Au même chapitre précisons que pour les prochaines élections cantonales, le PCF se désistait probablement pour les candidats du PS arrivés en tête.

Interrogé à ce sujet, Marchais, sans répondre franchement, déclarait que l'adversaire du PCF, c'est la droite, ce qui laisse assez nettement entendre qu'il se désistait.

On se souvient peut-être que, pendant la campagne des législatives, Marchais avait cloué au pilori la «discipline républicaine», la mettant au rang des vieilleries au même titre que «le rouet et la lampe à huile». Il est vrai que si le PS est revenu «plus de vingt ans en arrière», on peut se permettre quelques archaïsmes.

Kampuchéa : selon de nombreux témoignages

LA RESISTANCE S'ORGANISE

● Alors que l'*Humanité*, citant le dirigeant du «FUNSK» fantôme de Hanoï, titre sur «l'armée de Pol Pot s'est désintégrée», des informations nombreuses et convergentes font état d'une retraite et d'une dispersion organisée des troupes du Kampuchéa devant le «blitzkrieg» (guerre éclair) vietnamien.

De nombreux éléments de l'armée régulière du Kampuchéa, ainsi que des forces régionales et des guérilleros qui n'ont pas participé au combat se seraient regroupés dans le massif montagneux des Cardamomes au Sud-Ouest du pays. C'est dans

cette région qu'une partie du gouvernement et de l'administration du Kampuchéa démocratique s'est repliée ; alors que, depuis un an, ils prévoient et dénonçaient les projets d'invasion du Vietnam, disant qu'Hanoï voulait «avaler le Kampuchéa», il n'est

pas étonnant que les dirigeants du Kampuchéa démocratique aient pris des mesures pour établir des bases dans une des régions qui a été le cœur de la résistance contre l'impérialisme américain.

Les correspondants qui recueillent les informations à la frontière thaïlandaise, s'accordent pour estimer que les forces armées du Kampuchéa démocratique ne se sont pas volatilisées. L'un d'eux a déclaré : «Dans beaucoup de régions, les Vietnamiens ne contrôlent

que les endroits par où un tank peut passer». Plusieurs centaines de soldats blessés du Kampuchéa démocratique sont arrivés en Thaïlande ; à la frontière entre les deux pays, on entendait distinctement dimanche des bruits de combat. Les soldats blessés ont insisté dans leurs témoignages sur la réalité de la participation au combat des Soviétiques, y compris dans l'infanterie.

Aux Nations-Unies, alors que son intervention et les

nombreuses discussions qu'il a pu avoir ont permis un très large soutien à la cause du Kampuchéa, Norodom Sihanouk, épuisé, avait dû être hospitalisé à New-York dimanche.

Il se confirme qu'au sein du Conseil de Sécurité, l'URSS se trouve dans une

situation d'isolement jamais vue, puisque seuls ses satellites défendent ses positions. Seule l'utilisation par les Soviétiques du droit de veto pourra éviter le vote d'une motion pour le retrait des forces étrangères au Vietnam par le Conseil de Sécurité.

Kampuchéa : K.S. Karol dénonce la complaisance de la gauche à l'égard de l'URSS

Seul à peu près dans l'ensemble de la «grande presse» française, K.S. Karol, dans le *Nouvel Observateur*, dénonce à juste titre la thèse du «conflit sino-soviétique» et de l'agressivité de la Chine si répandus dans les médias en France. Il déclare notamment : «Il n'existe pas l'ombre d'une preuve pour étayer la thèse soviétique sur la menace que le «nationalisme chinois» ferait peser sur le Vietnam et à plus forte raison, sur l'URSS. La Chine n'a pas vu un

seul soldat hors de ses frontières et ne formule aucune revendication territoriale envers le Vietnam... Tous ces faits sont parfaitement connus, mais la gauche, sans doute en raison d'attaches historiques ou sentimentales, préfère croire que la Chine «encerce l'URSS», plutôt que de pousser un cri d'alarme contre les menaçantes initiatives anti-chinoises des Soviétiques».

La position des dirigeants albanais

Après plusieurs semaines de silence, la position des dirigeants albanais apparaît dans une dépêche de l'ATA. Citant largement le point de vue du FUNSK, l'agence albanaise affirme en conclusion : «Cette situation de tension et de guerre très grave est la conséquence de l'intervention directe des social-impérialistes chinois et des social-impérialistes soviétiques ainsi que leur rivalité pour l'expansion et l'hégémonie dans cette région». En renvoyant ainsi dos à dos l'agresseur et l'agressé, les dirigeants albanais font le jeu de l'agresseur. En poursuivant une politique aveugle et systématique d'attaque contre la Chine, ils apportent de plus en plus un véritable soutien aux positions internationales du social-impérialisme soviétique contre les intérêts des peuples du monde.

Nicaragua

TOUT PEUT RECOMMENCER

Il y a un peu plus d'un an, le 10 janvier 1978, tombait assassiné Pedro Joaquín Chamorro, directeur du journal *La Prensa* et président de l'Union Démocratique de Libération (UDEL). C'était le signal d'une période ininterrompue de grèves, manifestations, actions armées qui unissaient plus étroitement que jamais le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) et le peuple nicaraguayen dans une volonté commune d'abattre la dictature de Somoza. Ce mouvement a culminé avec l'insurrection généralisée d'août - septembre et malgré son échec, le sentiment qui prévaut au Nicaragua est que tout peut recommencer d'un jour à l'autre.

LE BILAN DE L'INSURRECTION

Le bilan a été lourd, très lourd : 5 000 morts environ, pour l'essentiel victimes des bombardements de l'aviation somoziste, et des purges sanglantes opérées dans la semaine qui a suivi l'échec de l'insurrection. Il y aurait, d'après les estimations du «mouvement Peuple Uni», qui regroupe toutes les organisations populaires de quartiers, environ 4 000 détenus ou disparus. La ville d'Estelí a été pratiquement rasée par l'aviation somoziste, des quartiers entiers de León, Monimbo sont détruits. A l'exception de la capitale Managua, la plupart des villes offrent ce spectacle de désolation, à des degrés divers. Aujourd'hui, la répression se poursuit, sous une forme plus recherchée, contre les militants du front.

Malgré cela, on ne constate pas de rancœur contre le Front. Ce qui domine, c'est plutôt un climat d'attente, d'exaspération, de haine contre la dictature. Quand éclatera la prochaine insurrection ? C'est la seule question qui se pose vraiment, avec une conviction d'autant plus forte que la commission de médiation mise en place par les Etats-Unis a fait la preuve de son inutilité, et qu'aucune autre issue que la lutte armée ne se présente pour détruire définitivement la dictature avec ou sans Somoza.

— L'échec de l'insurrection d'août-septembre a évidemment suscité des discussions entre les différentes tendances du Front sandiniste. La tendance «tercerista» avait précipité les choses, alors que les deux autres tendances «Guerre



Populaire Prolongée» et «Prolétariat» étaient partisans d'attendre et d'accumuler davantage de forces.

Cependant, la discussion entre les 3 tendances portait sur la date du déclenchement de l'insurrection avec des divergences à quelques semaines près. Par ailleurs, à Matagalpa, l'insurrection a éclaté presque spontanément, une semaine avant qu'il eut été décidé de lancer une offensive générale. Les exactions continuelles de la Garde «Nationale», les atrocités, le degré de pourriture du régime, et la force croissante des organisations de masse, qui s'étaient coordonnées et développées en un an plus qu'elles ne l'avaient fait pendant des dizaines d'années auparavant, tout cela en avait créé les conditions.

TOUT PEUT RECOMMENCER

La situation se repose aujourd'hui à peu près dans les mêmes formes.

D'une part, Somoza a renforcé considérablement les effectifs de la Garde nationale, qui est passée de 7 500 hommes à 15 000. Il a entrepris de renforcer son arme-

ment : si les Etats-Unis officiellement ne sont plus fournisseurs, plusieurs pays d'Europe ne demandent pas mieux que de les remplacer, notamment pour les hélicoptères.

Cet accroissement des effectifs présente des faiblesses : les 7 500 nouveaux soldats ne sont pas sûrs : recrutés à la hâte, enrôlés de force parmi les paysans, ils sont plutôt des otages en uniforme, dont Somoza veut se servir comme chair à canon dans les affrontements qu'il prépare.

Le Front sandiniste de Libération Nationale est de son côté dans un processus de réarmement. Il met l'accent aujourd'hui sur l'acquisition d'armement lourd, qu'il déclare posséder, et notamment sur la défense anti-aérienne qui lui a fait si cruellement défaut en septembre. Des terceristas estiment qu'une course de vitesse est engagée et qu'il ne faut laisser à aucun prix la Garde Nationale se consolider. Leur point de vue pourrait bien cette fois encore s'imposer.

Par ailleurs, l'infrastructure du Front, de même que celle du Mou-

vement Peuple Uni n'a pas trop souffert de la répression. L'essentiel semble avoir été pour l'instant préservé. De fait, depuis quelques semaines, on assiste à une recrudescence d'affrontements entre les guerrilleros du Front et la Garde. Le Front a attaqué des garnisons par exemple à Dinamba le mois dernier et il ne se passe guère de jours sans qu'un hold-up ne soit signalé. Le mois dernier également, l'attaque d'une banque à Managua avait rapporté la somme de 45 000 dollars, tout cela est destiné à alimenter les caisses du Front.

Le pourrissement politique ne fait que s'accroître.

LE REVE DES USA : LE SOMOZISME SANS SOMOZA

Les Etats-Unis avaient impulsé la création d'une Commission de Médiation entre Somoza et son opposition, avec la participation d'un représentant des USA, de la République Dominicaine, et du Guatemala. Le but de cette commission, perçue par le peuple nicaraguayen comme une commission

d'intervention était de recomposer un bloc, avec ou sans Somoza, capable de constituer une alternative de pouvoir aux sandinistes, et de garantir les intérêts américains et la stabilité en Amérique Centrale.

Cette commission s'était prononcée pour la tenue d'un référendum sur le maintien ou non de Somoza au pouvoir, en demandant évidemment qu'un minimum de garanties soit préservée, en particulier, le départ du dictateur pendant le scrutin.

En fait, Somoza s'est ingénié à gagner du temps.

D'abord il a accepté puis refusé le référendum ; en fait, il est décidé à rester jusqu'en 1981 au pouvoir s'il y arrive, et il dit tantôt blanc, tantôt noir. Cette commission est devenue une véritable mascarade, dont l'objectif initial était de diviser le Front Elargi d'Opposition, et par-delà la bourgeoisie, de façon à organiser un gouvernement de coalition.

Aujourd'hui, il ne reste plus à la commission de négociations que l'UDEL, le Mouvement démocratique nicaraguayen (jeunes patrons) et des gens dévoués à la cause de l'oligarchie terrienne et exportatrice. Tout ce qui constituait le pôle gauche du Front Elargi d'Opposition l'a quitté, en particulier le «groupe des 12», perronnalistes proches des «terceristas» du Front. Le Front Elargi d'Opposition est devenu un corps moribond, largement discrédité aux yeux des masses. Même les délégués étrangers envisagent de se retirer de la «Commission de Négociations» qui s'enlise de plus en plus.

Ces derniers mois ont fait la preuve qu'il n'existait pas de «solution politique» tant que Somoza resterait au pouvoir. Les Etats-Unis ont cautionné le maintien de Somoza, et continuent à se féliciter des progrès enregistrés au Nicaragua. Face à cela, il n'y a qu'une seule réponse, celle du peuple et celle du Front : «Devant la nouvelle manœuvre de l'impérialisme qui tente de confondre l'opinion internationale par des informations déformées données par le président Carter lui-même, le FSLN réaffirme sa position de ne jamais dialoguer avec le régime somoziste».

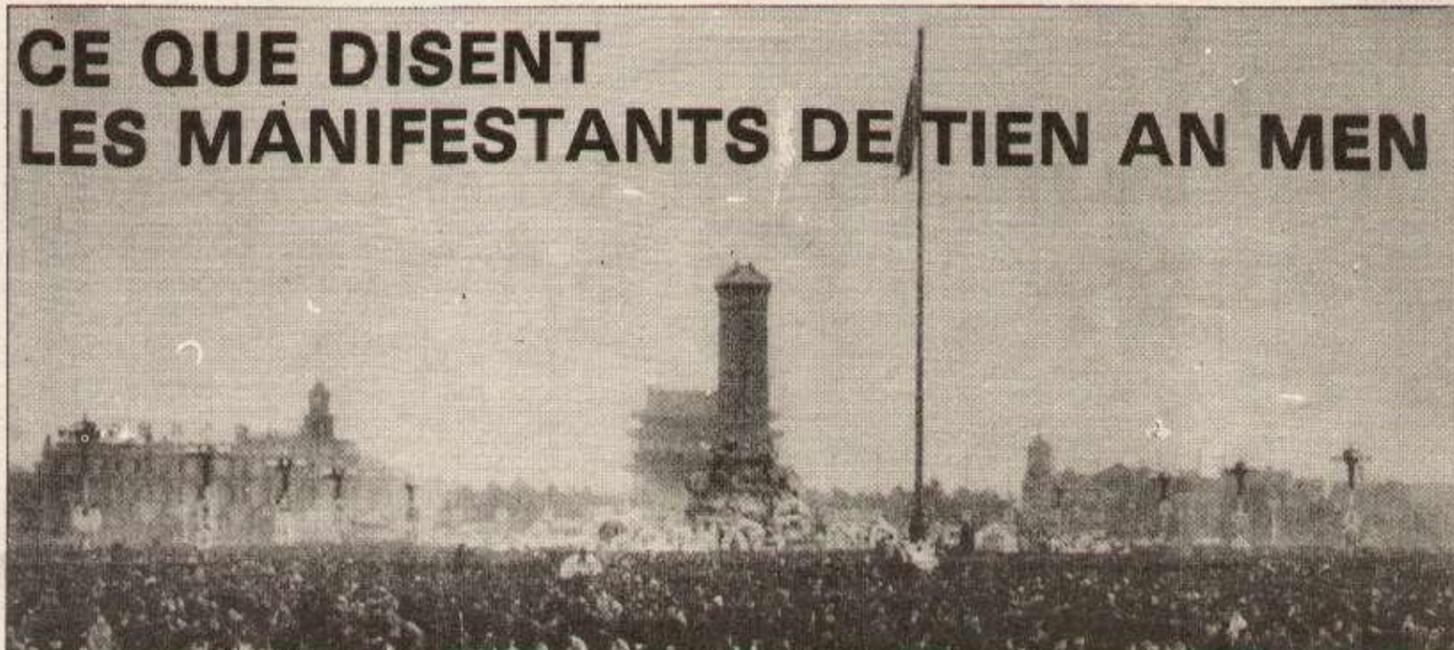
Hélène VARJAC

CHINE

CE QUE DISENT
LES MANIFESTANTS DE TIEN AN MENCorrespondance
de Pékin

Le 5 avril 1976, une grande manifestation se produisit sur la place Tien An Men, à Pékin. Condamnée à l'époque, sous l'influence des Quatre, elle vient d'être qualifiée par le Comité central du Parti communiste chinois de «purement révolutionnaire».

Nous poursuivons aujourd'hui la publication des témoignages exclusifs de ses participants et de ses défenseurs, commencée dans notre numéro de samedi.



Des milliers et des milliers d'éléments des masses révolutionnaires affluent à Tien An Men pour commémorer Chou.

Interview des auteurs du recueil des poèmes du 5 avril (fin)

Le collectif Tong Houei Tchou («Commemorons ensemble Chou En-lai») a fait hier le récit des journées de début avril 1976. Nous poursuivons aujourd'hui par ses réponses sur les événements qui ont suivi.

La répression a surtout été dure après. Ordre fut donné de rechercher partout les participants, et les auteurs des poèmes. La police avait pris beaucoup de photos durant toutes ces journées. Elle venait dans les unités pour mener les enquêtes. Perquisitions, arrestations, contrôle étroit de l'écriture de chaque camarade, réunions multiples où chacun devait justifier son emploi du temps du 5 avril, appels à la délation... Tout fut employé. On nous avait donné l'ordre de rendre tout poème recopié et toute photo prise. Ceux qui étaient allés place Tien An Men devaient reconnaître leurs erreurs... Il y a eu des grands meetings dans lesquels on voulait nous convaincre que c'était un incident contre-révolutionnaire.

Bien sûr, nous étions obligés de garder le silence. Mais qui aurait pu croire, dans son cœur, que cette manifestation était contre-révolutionnaire ? Comment des gens contre-révolutionnaires peuvent-ils écrire des poèmes révolutionnaires ?

► Quelle a été votre réaction à la décision du Comité central du 7 avril ? Avez-vous été découragés ?

Tchang : Chacun avait sa propre pensée face à cette décision. Nous nous taisions, mais étions sûrs que c'était faux. Le 8 avril au matin, il y avait un petit dazibao affiché à la porte de la cantine, sur lequel il était écrit : «Vive le Parti

communiste chinois», «A bas le village des trois : à bas Kiang Tsing, Tchang Tchouen Kiao et Yao Wen Yuan», «Nous abattrons ceux qui s'opposent au Premier ministre». Cela montre qu'on ne peut arracher la vérité du cœur du peuple. Cela montre la clairvoyance du peuple. On ne sait toujours pas qui a écrit cela. Mais c'est un héros.

Dans l'ensemble, on ne se sentait pas tellement découragés. Car, le 5 avril, le peuple chinois avait osé parler, attaquer les Quatre ; le peuple avait montré sa force. A partir de ce moment là, nous savions que les Quatre ne pourraient agir à leur guise ; que leur fin approchait. On a été révoltés par les articles du *Renmin Ribao* de l'époque. C'était une complète falsification de la vérité. Dans les réunions politiques de l'époque, nous montrions notre opposition aux Quatre, au mouvement de critique de Teng, par l'ironie, les sarcasmes, en utilisant les mots «ultra-révolutionnaires» des journaux. Par exemple : «Les pièces modèles à thèmes contemporains créées par la camarade Kiang Tsing en personne, nous intéressent beaucoup, ne nous lassent pas. Nous voulons les voir toujours, pendant 10 ans, 100 ans, 1 000 ans, 10 000 ans... !!!». Autre exemple : «Pourquoi Teng est parti ? Parce qu'il aimait les petits pains farcis à la viande» (c'est-à-dire il voulait le bien-être du peuple. Alors qu'avec les Quatre, on n'a pas assez à manger).

En tout, à l'époque, il y a eu 388 arrestations. Il n'y avait pas un seul contre-révolutionnaire. Seulement trois petits voleurs.

Le camarade Li s'attendait lui-même à être arrêté, car il était resté toute la journée sur la place. Il avait fait plusieurs poèmes et en avait recopié plusieurs. (...)

La collecte des poèmes

► Pouvez-vous expliquer maintenant comment vous avez réalisé votre livre ? Quelle lutte vous avez menée ?

Li : Nous avons commencé notre travail, après la chute des Quatre. Nous voulions sortir une première série de poèmes pour le

premier anniversaire de la mort de Chou En-lai. Au départ, nous étions trois. Nous avons écrit notre projet sur un bout de papier que nous avons collé sur le tableau de notre bureau de professeurs. Nous lançons un appel : «Si vous osez participer à ce travail, signez et travaillons ensemble». Nous sommes alors devenus 16, tous volontaires. Pourquoi avons-nous fait cela ? C'était dangereux. On risquait d'être arrêtés. Il valait mieux agir le plus ouvertement possible. Nous avons commencé à sortir les poèmes que nous avions cachés. Beaucoup de gens avaient fait comme nous. Au cours de la collecte des poèmes, nous avons été très émus par l'attitude du peuple, par sa résistance. Il y avait trois sortes de moyens pour

cachez les poèmes :

— on les glisse dans des objets ; dans une bougie, dans un fauteuil, dans un pot de fleurs ; certains les enterrent.

— on les cache dans d'autres poèmes ou textes. On refait un poème avec les mots du vrai poème. Par exemple, j'avais caché un poème dans un article que j'avais dû faire pour critiquer Teng.

— On apprend par cœur.

Vous voyez, les poèmes peuvent être brûlés, détruits. Mais on ne peut les rayer du cœur. Ce sont des poèmes arrosés par le sang et les larmes du peuple. Un vétérân nous a dit : «J'ai caché les poèmes de Tien An Men, de la même manière que je faisais le travail clandestin du Parti dans les années trente».

Imprimés malgré les difficultés

Nous avons pu ainsi réunir un peu plus de 100 poèmes. Aucun imprimeur ne voulait se charger de l'impression. La direction de l'Institut, dans son écrasante majorité, était contre. Alors, nous avons eu une idée : faire de ce recueil un manuel de lecture pour les étudiants. Comme ça, nous pouvions l'imprimer à l'Institut. Nous avons donc fait nous-mêmes les stencils. Les ouvriers de l'imprimerie de l'Institut ont tiré avec enthousiasme «ce manuel». Cette première édition, nous l'avons placardée place Tien An Men, pour le 8 janvier (anniversaire de la mort de Chou). Nous avons laissé notre adresse et numéro de téléphone. Beaucoup, beaucoup de gens nous ont joints pour nous soutenir, pour avoir des livres à diffuser, pour

les imprimer à leur tour, pour nous donner leurs poèmes...

Nous avions au départ un projet bien arrêté : nous voulions garder tous ces poèmes révolutionnaires pour les générations futures, pour toujours. Il fallait donc à tout prix mettre sous presse. Grâce à l'aide des masses, nous avons pu éditer un second recueil. Sans passer par la direction de l'Institut, nous avons contacté directement les ouvriers d'une imprimerie de Pékin qui ont accepté de le sortir. Puis nous avons pu préparer une troisième édition, avec encore plus de poèmes, et des photos. Cette fois-ci, c'est le ministère du Pétrole qui nous l'a imprimé. La direction était d'accord : nous avons eu encore dix imprimeries qui avaient refusé !

Contre la direction et leur institut

► Vous avez donc rencontré beaucoup d'obstacles. Dans quelle atmosphère avez-vous commencé votre travail ?

Li : On a senti une forte oppression politique au moment de notre décision, car le 5 avril était toujours considéré comme événement contre-révolutionnaire.

Faire ce livre de poèmes, c'était en fait réhabiliter ce qui s'était passé le 5 avril. Et beaucoup de gens étaient contre. Notre but final était de faire réviser le jugement du Comité central du 7 avril 1976. A l'époque, ce n'était pas évident !!

L'écrasante majorité de la direction de l'Institut était contre, dont certains

— particulièrement influencés par les Quatre — franchement hostiles. D'autres avaient peur et nous disaient : «C'est risqué. Ce n'est pas la peine». Certains dirigeants nous ont dit : «Vous commettez une grave erreur politique ; ce que vous faites, c'est perturber la ligne du Parti». D'autres se moquaient : «Vous voulez gagner de l'argent, du grade politique ? Vous êtes des arrivistes». «Vous voulez être célèbres, vous voulez gagner des faveurs politiques...». Des cadres intermédiaires — dont on a prouvé depuis leur soumission aux Quatre — nous ont acheté un recueil comme «document noir», né-

gatif, à critiquer. Bien sûr, c'était une minorité (même certains n'ont plus de responsabilités aujourd'hui). Mais c'était une minorité influente, car elle avait du pouvoir.

Malgré tout cela, nous avons persévéré dans notre travail. Nous avons fait parvenir chaque recueil aux plus grands dirigeants du Parti et de l'Etat. Nous en avons envoyé 100 à Wou Teh !!

Il faut noter que le soutien des masses nous a donné beaucoup de courage. Il y a même un vétérân de la sécurité qui nous a apporté un grand sac de poèmes et photos ramassés par lui, le 5 avril !

Nés de l'indignation et de la colère

► Pouvez-vous nous parler de l'importance propre de ces poèmes ? Ont-ils seulement une importance politique ou bien ont-ils une valeur littéraire ?

Li : Leur importance politique est immense. Le peuple en est l'auteur et son défenseur. Ces poèmes sont l'instrument d'acier que s'est forgé le peuple pour lutter contre les Quatre et pour commémorer Chou En-lai. Ils sont nés sous les fusils, dans le sang et les larmes. Mais ils sont eux-mêmes des armes et des fusils.

Mais leur valeur littéraire est importante aussi. Il y a depuis longtemps de nombreux poètes en Chine. Mais aujourd'hui, toute la poésie est rajeunie. On dit chez nous : «De l'indignation et de la colère sont nés le poème et le poète». Les poèmes de Tien An Men sont le fruit de la colère du peuple. C'est une littérature qui vient du cœur. Ceux qui ont écrit ces poèmes ne connaissaient pas la littérature. Mais ils ont transmis tous leurs sentiments révolutionnaires à leurs poèmes qui sont ainsi plus beaux que ceux de nos classiques qui ne parlent que de la lune, du soleil et de la tristesse. Le président Mao a dit que les poèmes devaient être écrits avec des images. Il y a beaucoup d'images très riches dans tous ces poèmes. Ils sont

d'une grande portée littéraire. Dans l'avenir, quand on fera l'histoire de la littérature chinoise, on ne pourra oublier les poèmes de Tien An Men.

► En conclusion, peux-tu replacer le 5 avril par rapport à l'ensemble de la Grande Révolution Culturelle prolétarienne ?

Li : Le 5 avril, c'est la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne couronnée de victoires. La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne a des acquis indéniables. Ce qui la caractérise le plus, c'est cet incident. Les masses ont osé parler. Le niveau de conscience du peuple, le 5 avril, est sans précédent dans l'histoire de notre pays. Le 5 avril marque une ère nouvelle : le peuple réclame la démocratie pour en finir avec les conceptions féodales et fascistes, stigmates de l'ancienne société qui demeurent encore dans la nouvelle société. Le peuple se dresse. Il veut la démocratie. Il veut des lois.

Au début, avant le 5 avril, beaucoup de gens étaient déçus par la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne ; par le peuple. Après le 5 avril, on a confiance dans la force du peuple, on place son espoir dans le peuple.

DOCUMENT

LES RESOLUTIONS DISCUTEES ACTUELLEMENT PAR LE CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN

Le lundi 15 janvier s'est ouverte à Damas la réunion du 14^e Conseil national palestinien, la plus haute instance politique du mouvement de libération palestinien. C'est pour définir un plan d'action au niveau de l'ensemble des Palestiniens contre les accords de Camp David et ses conséquences que le Conseil se tient actuellement.

Lors de la réunion du Conseil central de l'OLP au mois d'octobre dernier, plusieurs points ont été discutés sur les plans palestinien et arabe et un projet de résolution avait été adopté en vue de le soumettre au Conseil national. Voici quelques résolutions.

SUR LE PLAN PALESTINIEN :

«L'attachement aux droits nationaux inaliénables et à l'OLP, représen-

tant légitime unique et aux résolutions des sommets de Rabat et d'Alger (1).

— Affirmation de la volonté inébranlable de la poursuite et l'accentuation de la lutte armée. Poursuite de toutes les formes de lutte politique et de masse, le refus de tous les accords ou règlements qui ne reconnaissent pas tous les droits de notre peuple.

— Refus du projet d'autonomie et l'organisation de la lutte contre ce projet. Réaffirmation de l'unité de notre peuple à l'intérieur et

à l'extérieur.

— L'attachement à la Palestine en tant que patrie historique irremplaçable et la lutte contre tous les projets d'installation des Palestiniens à l'extérieur.

SUR LE PLAN ARABE,

Les quatre points principaux sont :

— Résister contre les accords de Camp David par un effort arabe, le renforcement et le soutien du Front de la Fermeté.

— L'attachement à l'unité, l'arabité et l'indépendance du Liban, le respect de sa souveraineté (...).

— Réaffirmation des liens spécifiques existant entre les peuples palestinien et jordanien. Les rela-

tions avec le régime jordanien dépendent de son accord avec les décisions des sommets de Rabat et d'Alger et de son refus des accords de Camp David.

— Attachement de l'OLP à son droit d'assumer ses responsabilités de lutte à partir de n'importe quelle terre arabe. La position de l'OLP vis-à-vis de quelque régime que ce soit se définit d'après la position de celui-ci, des décisions de Rabat et d'Alger et des accords de Camp David.»

Traduction QdP

(1) Sommets qui consacrent la légitimité de l'OLP et demandent aux pays arabes de soutenir l'OLP.

IRAN : LE SHAH S'EN VA

Le Shah s'en va. C'est bien sûr la principale nouvelle concernant la situation en Iran. L'annonce officielle du départ du Shah a été faite lundi soir. Le Shah refusait de partir avant que le gouvernement Bakhtiar ne soit investi par les Chambres. Le sénat s'est réuni lundi en toute hâte, autant semble-t-il pour approuver le gouvernement Bakhtiar que pour précipiter le départ que tout le monde en Iran attend. A l'heure où nous écrivons ces lignes, le roi

Dans un communiqué publié à la fin de la semaine dernière, le parti révisionniste Toudeh appelle «tous les dirigeants du mouvement de libération nationale, et plus particulièrement les Ayatollah Khomeiny et Taleghani, le Dr Sandjahi et les autres courants religieux et politiques qui ont subi les massacres du régime, à mettre toutes leurs forces, leur influence et leur crédibilité en œuvre afin de construire un front uni de libération nationale de l'Iran». Le Front, selon le

parti Toudeh, devrait «préparer et diriger la lutte armée du peuple». A la fin de son appel le parti révisionniste appelle les gradés et les soldats à se rallier à «constituer clandestinement des cellules», «entraîner des sections armées et fournir des armements».

Ainsi, le parti révisionniste qui avait, depuis des années, abandonné la lutte contre le Shah, résurgit-il aujourd'hui pour tenter de prendre la direction du mouvement de masse en Iran. En faisant appel à l'armée, il semble prêt à

sanguinaire tient une conférence de presse, où il doit préciser ses projets. Peut-être espère-t-il le pouvoir revenir en Iran, une fois la colère populaire atténuée. Ensuite, il devait partir pour l'Égypte, avoir une rencontre avec Sadate, puis enfin s'envoler pour les États-Unis, où se trouve déjà la majeure partie de sa famille. L'Ayatollah Khomeiny, en France depuis le 6 octobre, pourrait accélérer son retour en Iran.

utiliser la tactique de l'infiltration ou du putsch pour s'emparer du pouvoir, d'autant plus qu'il y est vivement encouragé par l'URSS.

Dans un certain nombre de déclarations faites ce week-end, l'Ayatollah Khomeiny, qui entend mettre en place un conseil de gouvernement islamique, a rappelé plusieurs points de son programme : «Une armée puissante sera maintenue, mais purgée de ses éléments corrompus... Seuls seront autorisés les

partis qui respecteront les intérêts nationaux». Au sujet des relations avec les USA, «tout motif d'animosité disparaîtra quand Washington cessera de soutenir le Shah et M. Bakhtiar».

Lundi, alors que la possibilité d'un coup d'État militaire était toujours évoquée comme possible juste après le départ du Shah, la population de Téhéran et d'autres villes a poursuivi une campagne de fraternisation avec les soldats qui acceptaient des fleurs offertes par les manifestants.

Après le sommet de la Guadeloupe

«UNE PLUS GRANDE COHESION OCCIDENTALE»

Mercredi, Giscard dressait le bilan du sommet de la Guadeloupe en rappelant les positions françaises en matière de désarmement. Jeudi, Brejnev lançait aux sénateurs américains républicains en visite au Kremlin que la non conclusion de l'accord SALT

Les SALT, sont au centre des relations Est-Ouest comme au centre des relations entre les alliés occidentaux. Pas seulement les SALT, mais d'une manière générale les réactions que les pays occidentaux entendent opposer à la montée en puissance de l'Union soviétique. Selon les études du ministère de la Défense, l'URSS serait désormais en mesure de déclencher une attaque en quarante huit heures, apprenait-on samedi. Par une bizarrerie diplomatique caractéristique de la politique giscardienne si «une attaque déclenchée par surprise par le Pacte de Varsovie est de plus en plus possi-

ble» elle «n'est pas plus probable», comme l'affirmait Bourges en réponse au président de la commission de défense en octobre dernier. Ce faisceau d'événements donne toute sa portée au sommet de la Guadeloupe, et à ses résultats quant à la cohésion occidentale et quant à la politique française.

Tout a été fait pour que le sommet paraisse une réussite, un renouveau de la cohésion occidentale qui avait existé au lendemain de la guerre mondiale et qui prétendait régenter le monde sous la baguette américaine. A un détail près : l'Allemagne écrasée

«serait une chose plus dangereuse qu'un retour à la guerre froide des années cinquantes». Vendredi 170 généraux américains écrivaient à Carter pour lui confirmer leurs doutes sur la validité des négociations SALT.

de 1945 a regagné à la Guadeloupe son titre de grande puissance. Mais ce-là justement rend sensible une grande différence avec la situation d'après guerre : le formidable développement de l'Allemagne et de tous les pays d'Europe occidentale a considérablement réduit la supériorité écrasante dont disposaient les États-Unis à l'égard de leurs partenaires occidentaux, alors même qu'ils subissaient des revers éclatants.

LES CONVERGENCES AMERICANO-EUROPÉENNES

La résurgence de tels

sommets, consacrés à la coordination des politiques en dehors de l'OTAN, est en elle-même un événement dont il est encore trop tôt pour savoir s'il connaîtra des suites bien que les interlocuteurs de la Guadeloupe se soient promis de se rencontrer à nouveau. La raison de cette improvisation était l'imminence de la conclusion de l'accord SALT 2 et de l'ouverture d'une négociation SALT 3. Mais les circonstances qui ont conduit à la convocation du sommet l'éclaircissent de son vrai jour : renforcement constant du potentiel offensif du Pacte de Varsovie, percée soviétique impression-

nante en Afrique, dans le Golfe et en Asie du Sud-Est en moins d'un an, discours soviétiques de plus en plus menaçants, fondés sur une croissance de la puissance extrêmement rapide.

L'URSS était bien le cinquième interlocuteur de la Guadeloupe face aux quatre partenaires occidentaux, lançant des avertissements contre un éventuel accord pour la livraison d'armes à la Chine et encourageant l'agression vietnamienne du Cambodge.

Les États-Unis en sont menacés dans leur capacité à dominer le monde, à imposer leur hégémonie ; les pays européens sont menacés dans leur existence même, l'immense potentiel soviétique étant

pour les trois quarts dirigé contre eux. Cela fonde une convergence d'intérêts, matérialisée par le fait que les États-Unis ont en Europe la plus puissante armée occidentale, la seule qui soit déployée de l'Europe du Nord à la Méditerranée Orientale. Du même coup ils conservent une prééminence d'autant plus marquée que la pression soviétique est plus sensible, prééminence dont Brzezinski se targue avec sa grossièreté habituelle en déclarant que les Européens ont dû «se faire» aux arguments de Carter.

Mais les divergences d'appréciation n'ont pas manqué sur des points essentiels.

Grégoire CARRAT

Communiqué

Le Centre d'Information sur le Mozambique vous invite à participer MERCREDI 17 JANVIER à 20 h 30, à la projection d'une sélection de films mozambicains. Cette projection — unique — aura lieu au

Cinéma «La Lanterne»
184 Boulevard Saint Denis
92 400 COURBEVOIE (Tel : 333 58 24)

AU PROGRAMME :

- *Estas sao as armas* (Voici nos armes) : 1 heure.
- Films d'actualité de 1978 («*Kuxakanema*») : 1 heure, comprenant :
- Chimoio, une agression rhodésienne contre le Mozambique.
- Pour la première fois, une séance de projection dans un village communautaire.
- Les inondations du Zimbabwe (mars 1978)
- La structuration du Parti, dans un village communautaire de la province d'Inhambane.

● Mauritanie : le chef de l'Etat pour un référendum au Sahara

Dans plusieurs interviews, le colonel Ould Salek, chef de l'État mauritanien, s'est déclaré favorable à l'organisation d'un référendum dans la partie du Sahara occupée par la Mauritanie. Cependant, il a déclaré au *Monde* que cette occupation se poursuivrait «tant que les populations concernées n'auront pas clairement exprimé leur volonté d'exercer leur droit à l'autodétermination». Cette restriction obscurcit considérablement les intentions d'Ould Salek. Par ailleurs celui-ci s'est déclaré décidé à «maintenir un parfait équilibre entre Rabat et Alger». Il a affirmé que les troupes marocaines présentes en Mauritanie devraient avoir évacué le pays à la fin du mois de mars.

● Espagne - USA

Lundi, le gouvernement espagnol a refusé que les F 15 que les USA livrent à l'Arabie Saoudite se ravitaillent dans les bases américaines situées en Espagne. En fait, cette mesure n'a nullement fait obstacle au transit de ces avions. Il convient de signaler que ces bases sont «partagées» entre l'armée espagnole et l'armée américaine selon de récents accords. Il semble que le gouvernement espagnol ait voulu montrer qu'il défendait sa souveraineté, ce qui peut avoir un écho favorable dans l'opinion publique à quelques semaines des élections. Ce refus est aussi à situer dans le cadre de la politique arabe de l'Espagne, le gouvernement Suarez voulant éviter d'apparaître comme impliqué dans la politique américaine au Proche-Orient.

SNAV (Vénissieux) OCCUPATION CONTRE LES LICENCIEMENTS

Les travailleurs de la SNAV (Société nationale des ateliers de Vénissieux) ont décidé l'occupation de leur usine, reconductible de 24 heures en 24 heures, depuis lundi matin.

La lutte contre les 187 licenciements par Renault vient donc de franchir un pas important. Action offensive, d'autant plus prometteuse qu'elle se déroule dans une ville, Vénissieux, où des licenciements sont en cours à Seudor, et où le «dégraissage» chez Berliet se poursuit. La SNAV, en lutte avec occupation, aura aussi des répercussions sur l'ensemble de la région lyonnaise, car si les boîtes touchées par les restructurations sont très nombreuses, de nombreux obstacles demeurent quant à la rentrée en lutte.

Rappelons les faits : fin septembre, la direction annonce au comité d'entreprise la vente de la SNAV par Renault à Fauvet-Girel, pour 1 franc, et

la suppression du département porte-grues. Cette restructuration a d'ailleurs été décidée lors d'un conseil inter-ministériel en mars, concernant tout le secteur ferroviaire. Il y avait des conditions suspensives à la vente : qu'environ 200 travailleurs «indirects» ou ETDA soient licenciés, et que les banques épongent le déficit des quatre années précédentes. Dès lors, fin octobre, la direction publie la liste de 187 licenciés, dont 14 cadres.

La semaine dernière, les 187 licenciements ont été autorisés par la direction départementale du travail, à la suite d'importantes pressions patronales : si le dégraissage souhaité par Fauvet-Girel ne s'obtenait pas dans les délais prévus, la banque de France «coupait les vivres», Renault déposait le bilan et Fauvet-Girel n'achetait plus. Donc, vendredi, l'inspection du travail a informé la

direction SNAV que son désir était devenu une réalité.

La nouvelle aussitôt connue, les travailleurs manifestaient devant le siège de la direction départementale du travail, et criaient bien fort, y compris dans les locaux même de l'inspecteur, leur refus de ce licenciement.

Lundi matin, après une réunion de l'intersyndicale CGT-CFDT, la décision fut prise de fermer l'usine afin qu'un vote avec tous les travailleurs présents puisse décider de l'action à entreprendre.

350 travailleurs se prononçaient pour l'action, et l'occupation commença. Anecdote qui traduit l'inquiétude des patrons : ils ont fait démonter les portails de l'usine, et ont tenté de faire disparaître les clefs des fenwick pour éviter toute fermeture éventuelle avec du matériel...

Dans la journée de lundi, un blocage du boulevard périphérique à Lyon pendant une heure était une des premières mesures de popularisation prises par les grévistes. D'autres, visant à frapper l'imagination et à sensibiliser largement les travailleurs du Rhône, sont prévues dans les jours qui suivent.

Cette action d'ensemble des travailleurs de la SNAV, entreprise alors qu'une partie des licenciés était peu mobilisée pour engager la lutte, prouve une conscience de classe assez élevée des travailleurs. Par esprit de solidarité, certes, mais surtout par esprit d'offensive contre le chômage. A l'heure actuelle, de semblables initiatives montrent dans quel sens il faut aller.

Corr. LYON

Au conseil d'administration de la CGEE-ALSTHOM Tout va bien pour l'entreprise, nettement moins bien pour les salaires

Le 12 janvier avait lieu la réunion du Conseil d'administration de la CGEE-Alsthom. Les patrons ont annoncé d'emblée la couleur : pour l'année 1978, il se dégage un excédent de trésorerie de 100 millions, soit 10 milliards anciens ! S'appuyant sur la revendication prioritaire des ouvriers et des employés : le 13^e mois, le représentant de la CGT a fait savoir que cet excédent peut justement financer la moitié du 13^e mois pour l'année 1978, et le 13^e mois pour tous en 1979. La réponse fut très explicite : oui, on a les moyens, mais on ne peut pas à cause du plan Barre ! Les patrons ont cependant proposé une solution inédite : verser la moitié du 13^e mois aux

ouvriers, ce qui représente 4,16 % du salaire annuel... et déduire ce pourcentage des augmentations prévues pour cette année. En somme, financer le 13^e mois des travailleurs, avec les salaires des travailleurs !

Le Conseil d'administration a également annoncé la couleur quant à l'emploi : après avoir signalé la situation «tendue» pour l'emploi, dans les succursales, après avoir évoqué les modifications de structures à prévoir à TMA-Massy et à Villeurbanne, le directeur général de la CGEE-Alsthom, Marty, en est venu au fait : des licenciements sont à prévoir à l'usine de Villeurbanne («ouvriers, employés et cadres»), et dans les agen-

ces. En fait, c'est un train de licenciements par petits paquets qui est à prévoir en 1979. Tous les établissements seront touchés, comme c'est déjà le cas pour l'agence de Saint-Etienne. Fin novembre 1978, l'effectif total de l'entreprise était de 15 803 personnes. De combien sera-t-il si la direction arrive à faire appliquer ces mesures ?

La direction exprime par contre une grande inquiétude... pour ses chantiers en Iran ; non pas pour les 28 travailleurs qui sont encore sur place (les autres ont été évacués), mais pour les 800 millions (80 milliards de centimes) de travaux qui restent à effectuer, et qui ne

peuvent l'être par manque d'approvisionnement.

Au total, un Conseil d'administration comme tant d'autres, où on ne se préoccupe nullement des travailleurs. Pour s'opposer aux licenciements, pour voir leurs revendications satisfaites, les travailleurs de la CGEE-Alsthom, de Brest à Belfort, et de Dunkerque à Bayonne, ne peuvent compter que sur leurs luttes.

Informations en provenance de l'Union nationale CGT.

Correspondance

«Cartes sur table» lundi soir le dernier atout de Michel Rocard

En participant lundi soir à l'émission d'Antenne 2, «Cartes sur table», Rocard a accompli la troisième étape d'un plan longuement prémédité, et qui doit aboutir à le mettre au tout premier plan de la vie politique française. Dans ce genre d'émissions, ce ne sont pas les journalistes qui sont demandeurs, mais les politiciens, qui font savoir «qu'ils aimeraient bien» passer à telle ou telle date. L'intervention de Rocard lundi était en effet longuement préméditée, par lui et par son état-major per-

sonnel. Première étape du plan Rocard : au soir du 19 mars 1978, au moment où on apprend que la gauche est définitivement battue, c'est Rocard qui prend la parole au nom du PS. Le ton est pathétique, plein de gravité, mais au-delà, il y a une première avancée politique : pas question de recommencer comme avant, c'est-à-dire pas question d'un nouveau programme commun, et surtout pas question d'adopter les mêmes propositions économiques. Puis Rocard se tait : «Je suis resté silen-

cieux devant tous les médias pendant quatre mois et demi» précisera-t-il lundi soir.

Deuxième étape : dimanche 17 septembre 1978, au Club de la Presse d'Europe 1. Là encore, Rocard a quelque chose de précis à dire ; c'est la fameuse petite phrase : «Sans doute un certain style politique, un certain archaïsme politique, sont-ils condamnés.» C'est la critique directe de Mitterrand, et la preuve des ambitions rocardiennes. La troisième étape a eu lieu lundi soir à «Cartes sur ta-

ble» : le secrétaire national du PS a cherché à apparaître non pas comme un spécialiste en matière d'économie, mais comme un homme politique, prenant en compte l'ensemble des problèmes...

comme devrait le faire un premier secrétaire. Rocard ne s'est d'ailleurs pas gêné pour multiplier les allusions perfides envers Mitterrand, affichant par là un certain optimisme sur les résultats du congrès de Metz.

VIVE LA REVOLUTION IRANIENNE POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE

MEETING

LE JEUDI 18 JANVIER 1979

A 20 h 30

A LA MUTUALITE

(métro Maubert Mutualité)

Expo photo-diapos-films

(manifestation populaire en Iran)

meeting organisé par l'U.E.I.F. (C.I.S.N.U.)

et soutenu par :

CPROP, OCF ml, PCML, PCR ml, UCF ml

● Ecoles gelées

Chaque intempérie révèle la vétusté de certains locaux scolaires. Ainsi, à Noyon, dans l'Oise, deux classes ont été endommagées par l'emballement de poêle à mazout défectueux. Enquête faite, ce sont toutes les installations électriques et de chauffage qui présentaient le risque d'une catastrophe. Le maire a fermé le CES par arrêté municipal. A Saint-Maurice, le collège était fermé depuis le 4 janvier, les classes étant dépourvues de chauffage. Une grève des parents d'élèves et des enseignants a permis que des travaux soient entrepris. Même chose à Gennevilliers, où les élèves du CES sont «privés» de cours, leurs classes étant gelées. Le maire PCF n'y peut, paraît-il, rien, et fait appel au préfet.

● Télé gouvernementale

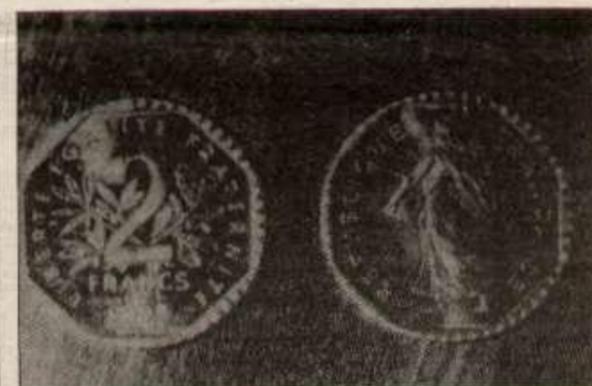
La société française de production (SFP) a un nouveau PDG, Monsieur de Clermont-Tonnerre. Celui-ci permettra au gouvernement d'avoir la haute main sur la production et la réalisation des émissions télévisées. Clermont-Tonnerre était hier encore le «conseiller» de Barre pour les problèmes de l'audio-visuel.

● «Affaire» Fleurence le PDG des aciéries du Forez condamné à 15 jours de prison

La cour d'appel de Lyon a condamné le PDG des Acieries du Forez à quinze jours de prison ferme, pour entrave à l'exercice de la fonction de délégué syndical. Elle confirme donc en appel le principe d'une peine de prison ferme, même si elle en diminue la durée, puisqu'en juillet dernier, le tribunal correctionnel de Saint Etienne avait prononcé une peine de 3 mois.

Pierre Fleurence s'est battu pendant 10 ans contre son licenciement. Plusieurs jugements avaient ordonné sa réintégration, mais le PDG persistait dans son refus.

● Une nouvelle pièce : 2 francs



Dans quelques mois, au printemps prochain, une nouvelle pièce va faire son apparition : la pièce de 2 francs. Celle-ci présente la particularité d'avoir des motifs inscrits dans un cadre octogonale, ce qui est — paraît-il — unique au monde. Son diamètre sera de 26,5 mm et son poids de 7,5 grammes. Cette pièce sera tirée à 100 millions d'exemplaires en 1979. Le projet d'une pièce de 2 francs date de... 1959.